

JOURNÉE NATIONALE DE LA CITOYENNETÉ ET DE LA FRATERNITÉ DU 15 OCTOBRE

BILAN ET PERSPECTIVES



est à l'issue de la pandémie, avec ses conséquences dramatiques sur l'économie et le social, qu'en 2021, un collectif d'une cinquantaine d'organisations, regroupant toutes les associations de maires et un grand nombre de fédérations associatives, ont souhaité promouvoir les valeurs de citoyenneté et de fraternité. À la suite d'une première tentative de mobilisation des communes et des associations, le 25 septembre 2021, ces organisations ont décidé d'amplifier la démarche, en faisant du 15 octobre de cette année une grande Journée nationale de la citoyenneté et de la fraternité (JNCF). Et divers éléments ont encore accentué l'intérêt de cette démarche : l'aggravation de la crise climatique et les événements internationaux avec la guerre en Ukraine. Face à ces crises, la nécessité de renforcer la capacité de résistance collective de la société a été perçue par tous comme

prioritaire. Ce qui passe par la participation active des acteurs locaux sur la promotion de l'engagement citoyen, des solidarités naturelles, des principes d'écoute, d'entraide et de respect. La journée du 15 octobre s'est donc déroulée avec l'atout considérable de ce partenariat

Un partenariat sans précédent entre maires et associations pour promouvoir la fraternité et la citoyenneté

inédit, mais avec comme handicap la difficulté de mobiliser nos concitoyens, confrontés à des peurs et des difficultés quotidiennes croissantes. Il est donc maintenant important de faire le bilan de cette journée nationale de la citoyenneté et de la fraternité, pour mieux en dégager des perspectives, car il ne s'agit bien évidemment que du point de départ d'une mobilisation durable.

I – LES INCONTESTABLES ACQUIS

Le bilan de la JNCF est loin d'être anecdotique. Et ce malgré de multiples obstacles, dont la grève des carburants, la persistance des inquiétudes climatiques et l'accentuation des périls géopolitiques. Des situations qui encouragent plutôt le repli sur soi que l'engouement collectif. Et pourtant les résultats de cette journée justifient tous les efforts engagés, dans trois directions.

1- LA CONSTRUCTION D'UNE AMBITION COMMUNE

Il est fréquent que les dynamiques partenariales s'enlisent dans l'absence de contenu. En ce qui concerne la JNCF, c'est l'inverse qui s'est produit. En effet, la principale caractéristique de ce partenariat inédit entre cinquante organisations, regroupant maires, associations et entreprises, a été celle de l'approfondissement continu des raisons de leur collaboration.

C'est d'abord le lien entre citoyenneté et fraternité, qui a été l'objet de débats importants, pour aboutir à une conclusion partagée par tous, qu'il ne peut y avoir de citoyenneté sans fraternité, et réciproquement. En effet, le développement de la citoyenneté nécessite de le propulser vers un objectif ambitieux, celui de renforcer les liens entre les générations, les cultures, les territoires. De même que la reconnaissance de l'interdépendance entre les individus et entre les organisations ne peut être activée que grâce à un engagement fort de tous.

Le second élément de conviction partagée, a trait au rôle des maires. Ce qui explique d'ailleurs que la journée nationale de la citoyenneté et de la fraternité ait eu pour objectif de sensibiliser les élus locaux pour le 15 octobre mais aussi pour le déploiement d'initiatives

durables sur le renforcement du vivre-ensemble. Dorénavant, chacun reconnaît que l'hypothèse selon laquelle la liberté et l'égalité relèvent principalement du rôle de l'État, la fraternité relève, elle, principalement du rôle des communes.

Le troisième élément de fond a trait à la conception commune des actions à mener, qui ne peuvent avoir d'impact positif que si elles sont durables. C'est la raison pour laquelle à partir du 15 octobre, d'autres initiatives seront prises, pour que le plus grand nombre possible de communes signent une charte de la fraternité, qui fasse du lien social le cœur même de leur politique municipale (voir ci-dessous).

2 - LA RÉALISATION D'UNE MULTITUDE D'ÉVÉNEMENTS LE 15 OCTOBRE

Malgré le silence persistant des médias nationaux sur l'organisation de la JNCF, avant, pendant et après, de nombreux événements locaux ont marqué cette journée du 15 octobre, dont la presse quotidienne régionale a souvent rendu compte à travers ses médias, *Le Dauphiné Libéré, Le Villefrancois, La Nouvelle République, Ouest France, Sud Ouest, L'Est Républicain, Le Télégramme, L'Alsace, Centre Presse, Le Progrès, La Dépêche, Le Kiosque...*

À CHÂTELLERAULT, LA FRATERNITÉ A FAIT LA FÊTE

C'est à l'initiative d'un collectif d'acteurs locaux (Université familiale, Soroptimiste, Esprit Colibri, CCAS, Club des retraités des Minimes, le Quatre, et le centre socio-culturel des Minimes, coordinateur du projet) qu'a été organisée la journée du 15 octobre, qui s'est principalement déroulée dans la Cité du Bon-Accueil, à Châtellerault. Tout au long de la journée, des événements ont été orchestrés, avec un pot de la solidarité, l'installation de nombreux stands tenus par des associations, le

déroulement de chantiers et d'ateliers citoyens (par exemple fabrication de nichoirs à oiseaux, de cabanes à livres, d'affiches dessinées par les enfants...). La JNCF a été l'occasion de lancer des initiatives permettant de recueillir la parole des citoyens, comme un livre d'or sur cette journée, ou encore l'ouverture d'un espace de parole où chacun a pu s'exprimer sur la manière d'être citoyen. Une façon de bien montrer que la JNCF s'ancrera réellement dans la durée.

LES OBJECTIFS DE LA CHARTE MUNICIPALE

VALORISER DAVANTAGE LA CONVIVIALITÉ, L'ÉCOUTE ET L'ENTRAIDE ENTRE HABITANTS...

Pour consolider les liens sociaux et les repères collectifs, de plus en plus nécessaires compte-tenu de l'accroissement de la vulnérabilité économique, relationnelle et environnementale, la commune accentuera ses efforts de promotion de la convivialité, de l'écoute et de l'entraide entre habitants, avec tous les moyens dont elle dispose. Elle s'efforcera notamment de multiplier les démarches culturelles, sportives et festives permettant à chacun de mieux connaître son voisin, son quartier, sa ville, et d'accepter l'autre dans sa différence.

RENFORCER DAVANTAGE LES RAPPORTS ENTRE GÉNÉRATIONS...

Pour réduire les risques de fracture entre les générations, la commune s'attachera à renforcer le rôle des plus âgés auprès des plus jeunes et celui des plus jeunes auprès des plus âgés. Elle favorisera la multiplication de temps de rencontres intergénérationnels dans les écoles notamment, avec le souci d'aboutir à un partage de savoirs, autour par exemple de la mémoire des métiers ou des quartiers. Elle pourrait s'impliquer par ailleurs dans l'organisation d'un réseau de référents bénévoles aptes à assurer une présence auprès de tous les publics isolés, en complément de l'action des services publics.

ENCOURAGER DAVANTAGE L'ENGAGEMENT CITOYEN...

Pour inciter un plus grand nombre d'habitants à s'engager spontanément dans des actions collectives, la commune mettra davantage en relief dans ses démarches de communication les dynamiques de participation citoyenne les plus significatives et les plus inspirantes. Elle organisera par ailleurs un service de promotion et d'accompagnement du bénévolat pour renforcer convergence entre l'offre et la demande de bénévoles. En lien avec les autres services de la ville et avec les associations locales, celui-ci pourrait assurer une plus grande promotion du bénévolat, en informant les habitants sur la diversité des activités bénévoles et l'intérêt d'y participer, pour les autres comme pour soi-même.

Et pour inscrire ces initiatives dans une démarche pérenne, le maire pourrait s'engager à élaborer un projet global pour la ville, visant à irriguer l'ensemble des politiques locales d'un objectif commun : le développement de la citoyenneté et de la fraternité.

Les actions menées par les communes et les associations sont actuellement recensées et feront l'objet ultérieurement d'une publication de l'Observatoire de l'action sociale (Odas), initiateur et co-organisateur de la journée. Enfin, l'association Immeubles en Fête communiquera sur les 18 000 fêtes des voisins réalisées ce jour-là. Dans ce numéro du *Jas*, deux démarches portées l'une par une commune, l'autre par un centre social, sont mises en relief car elles montrent particulièrement la diversité des actions possibles. La première concerne la commune de La Gresle, petite commune de 800 habitants (voir pages 26-27). La seconde, portée par le centre socio-culturel des Minimes à Châtellerault, est décrite dans l'encadré ci-dessous.

3 - SIGNATURE DE NOMBREUSES CHARTES MUNICIPALES CITOYENNETÉ ET FRATERNITÉ

Bien que la signature de la charte proposée aux communes nécessite une délibération, soit de la municipalité, soit du conseil municipal, soit du conseil communautaire, plus de 100 chartes signées sont déjà parvenues à l'Odas, qui les centralise pour mieux mesurer l'ampleur de cette dynamique. Et à la fin de l'année, la liste de toutes les communes signataires sera publiée. Relevons que dès à présent, pour illustrer les tenants et aboutissants de l'adhésion à la charte municipale, l'Odas publie à titre d'exemple dans le Cahier des Réseaux de ce numéro du *Jas* (pages 38-39), l'exposé des motifs et la délibération de la commune de Faverges-Seythenex.

JOURNÉE NATIONALE DE LA CITOYENNETÉ ET DE LA FRATERNITÉ **FOCUS SUR UN EXEMPLE PARMIS D'AUTRES : LA GRESLE**

Ce samedi 15 octobre, plusieurs centaines de communes en France ont fait le choix de participer à la Journée nationale de la citoyenneté et de la fraternité. À l'exemple de La Gresle (Loire) et ses quelque 800 habitants. Rencontre. PAR KÉVIN NECTOUX



Maire d'une commune de 800 habitants, Isabelle Dugelet n'a pas hésité longtemps avant de décider de la participation de sa commune à la Journée nationale de la citoyenneté et de la fraternité. L'édile, également membre du conseil d'administration de l'Association des maires ruraux de France au niveau national et vice-présidente de la Communauté de communes Charlieu Belmont depuis 2014, a toujours été très active pour la défense de ces valeurs.

RENDRE L'AVENIR MOINS ANGOISSANT

Le coup d'envoi de cette journée particulière à La Gresle a débuté la veille, vendredi 14 octobre, en début de soirée avec l'animation d'une "Fresque du climat", un atelier visant à sensibiliser le public au changement climatique. De quoi mobiliser les habitants pour une opération de collecte des déchets le lendemain. Le rendez-vous suivant est donné à 14h : La Gresle s'appête à installer son premier conseil municipal des enfants.

Chapeauté par la directrice et une des institutrices de l'école primaire Les Cénettes, une dizaine d'enfants du village ont fait campagne en présentant des projets imaginés par eux pour améliorer la vie communale, puis se sont fait élire par leurs camarades. Ce conseil des jeunes sera amené à se réunir 3 fois par an afin d'élaborer un ou plusieurs projets dans la commune. Pour Isis, 10 ans, son mandat servira avant tout à sensibiliser les habitants au recyclage et mettre en œuvre un marché hebdomadaire réunissant les producteurs locaux. Sa camarade Louise propose plutôt de perpétuer le ramassage des déchets au rythme d'une à deux fois par semaine.

UNE PREMIÈRE PIERRE

Pris entre le regard timide des enfants et celui, fier, des parents, Isabelle Dugelet invite ensuite l'assemblée à se diriger vers la salle des fêtes où est organisé un vide-jouets. Les habitants de la Gresle ont fait don de jeux de société, DVD, livres, peluches, etc. afin de réaliser une vente au profit de l'association Les petits bouchons

du Roannais. Cette dernière vient en aide aux enfants hospitalisés au Centre hospitalier de Roanne. L'opération a permis de récolter environ 250 €. Enfin, la maire a organisé une discussion sur l'animation future du village. Tout le monde s'est prêté au jeu et cela a permis d'avoir des échanges constructifs sur le covoiturage, l'aide informatique, le renforcement en langue étrangère... Pour clore la journée, les Greslis ont mis la main à la pâte pour profiter collectivement d'un repas partagé

devant un concert assuré par Les Wallaby's, un groupe de reprise de variété française et anglo-saxonne. De quoi réunir toutes les générations. Et tandis que les enfants occupent largement la piste de danse, la maire juge la réussite de cette journée aux sourires qui se dessinent sur leurs visages. "C'est modeste, certes, mais on est parvenu à rassembler", confie-t-elle. Et de conclure, optimiste : "nous ferons encore mieux l'an prochain." ■

Questions à Isabelle Dugelet, maire de La Gresle



Le Jas : Pour quelles raisons avez-vous souhaité faire participer votre commune à la Journée nationale de la citoyenneté et de la fraternité ?

Isabelle Dugelet : Ça m'a tout de suite intéressé, cette journée nationale correspond exactement à ce que l'on souhaitait organiser. Les confinements ont engendré beaucoup de conséquences dans les relations humaines même si, dans les villages, nous avons été moins affectés qu'en ville. De plus, de nouvelles crises arrivent avec l'inflation, l'augmentation des prix de l'énergie, les difficultés pour se déplacer... En milieu rural cela va contribuer à isoler les personnes et donc on se dit que c'est important de retisser les liens de proximité pour continuer à faire des choses ensemble.

Le Jas : Comment avez-vous organisé cette journée ?

I.D. : On a rapidement été convaincu de la nécessité de s'attacher à la question de l'environnement et on a donc prévu un ramassage de déchets dans la nature. On a aussi installé un conseil municipal d'enfants.

Notre souhait, c'est de renforcer les liens qui unissent le village. Nous avons aussi organisé un vide-jouets. Pour le repas fraternel du soir, chacun était invité à ramener un plat.

Le Jas : Quelles sont les principales difficultés que vous avez rencontrées dans l'organisation de cet événement ?

I.D. : J'ai une équipe municipale jeune et dynamique. Ce sont les conseillers qui ont chacun pris la responsabilité d'une séquence. La plus grande difficulté a été de communiquer auprès des habitants pour faire connaître l'évènement. On a distribué des flyers, mobilisé la presse locale et les réseaux sociaux. Nous avons aussi démarché individuellement le maximum d'habitants car certaines personnes sont plus difficiles à aller chercher. L'installation du conseil municipal des enfants ou le vide-jouets ont permis de mobiliser les familles et nous avons profité de ce moment-là pour les interpeller.

II – DES PERSPECTIVES STIMULANTES

Conçue comme le point de départ d'une mobilisation durable sur la citoyenneté et la fraternité, la JNCF s'ouvre sur des perspectives particulièrement encourageantes. En effet, l'étude menée par le Labo de la Fraternité (voir pp. 29-32) montre que pour 79 % des personnes sondées, la volonté de mieux vivre ensemble doit être davantage encouragée. De plus, lorsqu'on les interroge sur les conditions de réussite de cette démarche, elles citent très majoritairement des questions d'ordre matériel (l'absence d'objectifs, d'occasions ou de lieux favorisant le faire ensemble, par exemple), qui pourrait être mieux résolues par les élus locaux. Fort de ces constats, le collectif de la JNCF, regroupant les 50 organisations partenaires, est donc en train de définir un programme d'actions bâti sur les orientations suivantes.

1 - LE RENFORCEMENT DU PARTENARIAT D'ACTION

Parmi les acquis de la JNCF, la construction d'un partenariat de conviction entre acteurs est indiscutablement l'une des grandes réussites. En effet, il s'agit d'un rapprochement entre des organisations qui ont rarement l'occasion de bâtir des projets communs. Et la convergence d'analyses ainsi établie entre élus et associations semble refléter les aspirations profondes de nos concitoyens. Il est donc possible dorénavant d'envisager une collaboration plus opérationnelle entre partenaires, permettant d'élever le niveau d'engagement de chacun en s'inspirant des meilleurs.

Ainsi, dans les prochains mois pourraient être développés dans tous les territoires de la République des coopérations fructueuses pour mener des actions renforçant liens sociaux et repères collectifs. Cette dynamique pourrait d'ailleurs être largement inspirée par l'adhésion d'un très grand nombre de mairies aux propositions édictées dans la charte municipale de la citoyenneté et de la fraternité (voir ci-dessus).

2 - CAP SUR LE 13 MAI 2023

C'est dans cette perspective que l'ensemble des partenaires ont considéré qu'il était important dès à présent de fixer la date de la prochaine Journée nationale de la citoyenneté et de la fraternité au samedi 13 mai 2023. Cette journée serait également préconisée pour la tenue des journées citoyennes qui sont d'ores et déjà prévues dans près de 3 000 communes. Il semble en effet que cette date du début du printemps soit la plus propice pour une forte mobilisation des habitants. Rappelons que, si cette journée doit être l'occasion de réaliser des projets collectifs d'animation de la vie sociale, d'entretien du patrimoine, de défense de l'environnement..., elle doit être aussi le moment de valorisation de toutes les initiatives citoyennes engagées tout au long de l'année.

3 - L'OUVERTURE SUR L'EDUCATION NATIONALE

Bien qu'initiée par une multitude d'acteurs locaux, la JNCF a été placée en 2022 sous le haut patronage du Président de la République. En effet, l'ensemble des partenaires souhaitaient montrer que le développement d'une société plus fraternelle ne pouvait s'engager sans penser aussi au rôle de l'État. Mais cette reconnaissance n'a eu aucune répercussion concrète le 15 octobre. Or il est indiscutable que la promotion de la fraternité devrait commencer dès le plus jeune âge. C'est pourquoi il est souhaité qu'en vue de la JNCF du 13 mai 2023 l'Education nationale se mobilise, en lien étroit avec les communes et les départements. On pense à la réalisation de concours d'affiches ou de conférences pédagogiques par exemple qui pourraient s'inspirer de l'expérience de la fondation Savoir être et vivre ensemble (SEVE). Des pourparlers sont d'ailleurs engagés par l'Odas et d'autres partenaires pour aboutir à une mobilisation de l'Education nationale.

4 - LA MOBILISATION DES MÉDIAS

Il reste que la participation des habitants requiert une information de qualité, qui peut émaner des organisations partenaires, mais ce n'est pas suffisant sans l'implication des réseaux sociaux et des grands médias. Or, ces derniers n'ont pas été réactifs à la JNCF du 15 octobre. Et l'on peut même dire que les journaux spécialisés ne l'ont pas été non plus. C'est la raison pour laquelle le collectif de la JNCF souhaite faire de cette relation avec les médias une priorité, en organisant entre autres une conférence nationale sur les médias et la fraternité en début d'année 2023, avec l'espoir de mieux les sensibiliser sur leur responsabilité en la matière.

C'est donc avec ces perspectives stimulantes que s'engage l'"après-15 octobre", pour projeter notre devise républicaine vers un objectif contemporain : faire ensemble pour mieux vivre ensemble.

FRATERNITÉ

CAP SUR LE LOCAL !

Le Labo de la fraternité a été créé en octobre 2017, avec pour but de mieux fédérer et outiller les acteurs du lien social et inciter tous nos concitoyens à s'impliquer davantage dans la défense de la fraternité. Le Labo est animé par les organisations suivantes : Coexister, Unis-cité, Kawaa, Singa, le Pacte civique, Fraternité générale, la Cloche, Entourage, La Fabrique du Nous et France Fraternités. Chaque année depuis sa création, le collectif du Labo de la fraternité publie un baromètre sur l'état de la fraternité en France réalisé avec le concours de l'Ifop. Cette année, les résultats de l'édition 2022 sont publiés à l'occasion de la Journée Nationale de la Citoyenneté et de la Fraternité. Avec un focus particulier sur la Fraternité à l'échelon local. Les résultats de cette édition montrent que, s'il y a eu un "effet covid" positif sur le lien social en 2020-2021, on assiste aujourd'hui à une recrudescence de la méfiance envers l'autre. Et pourtant, malgré ces données inquiétantes, d'autres signaux nous indiquent que le chemin vers l'autre est non seulement désiré mais aussi possible !

LA MÉTHODOLOGIE DU BAROMÈTRE DE LA FRATERNITÉ

Enquête effectuée par l'Ifop, auprès d'un échantillon de 1 505 personnes de 18 ans et plus, représentatives de la population française par la méthode des quotas (sexe, âge, profession, région, catégorie d'agglomération). Les questionnaires ont été auto-administrés en ligne, du 15 au 21 septembre 2022.

I. SUR LE LIEN SOCIAL

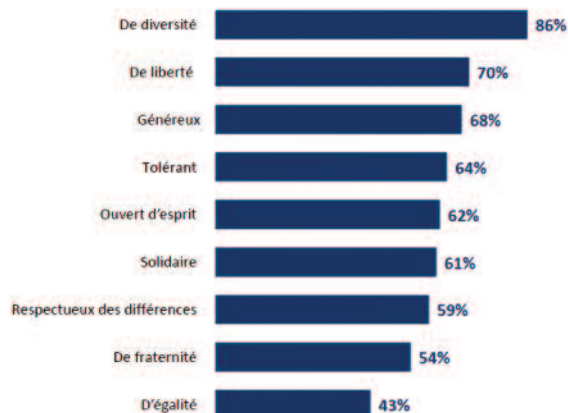
C'est inquiétant, mais plusieurs indicateurs de ce baromètre révèlent la dégradation continue du lien social, en ce qui concerne la progression du repli sur soi, de la méfiance et de la solitude.

I.1. L'APRÈS COVID : UN RISQUE DE REPLI SUR SOI

Lorsqu'on interroge les Français sur la manière dont ils perçoivent l'état de la fraternité dans leur pays, on observe une dégradation significative depuis l'an dernier. 65 % des sondés considéraient la France comme un pays de fraternité au printemps 2021 contre 54 % aujourd'hui. Et cet état d'esprit se vérifie sur tous les autres qualificatifs qui pourraient caractériser le vivre-ensemble (voir graphique page 30).

L'adhésion à différentes affirmations sur la France Evolutions depuis 2016

Question : Diriez-vous que la France est un pays... ?



Rappels				
Mai 2016	Avril 2018	Avril 2019	Avril 2020	Avril 2021
84%	85%	87%	91%	91%
71%	68%	70%	77%	77%
69%	68%	69%	68%	79%
68%	65%	64%	66%	75%
61%	62%	63%	65%	72%
62%	60%	60%	68%	68%
60%	58%	61%	59%	67%
55%	53%	54%	59%	65%
46%	43%	42%	45%	57%

Alors que 75 % des sondés voyaient la France comme un pays de tolérance en 2021, ce chiffre chute à 64 % en 2022. La crise sanitaire avait su réveiller en nous des élans de solidarité de grande ampleur, or cet élan s'essouffle aujourd'hui. Seul l'appréciation que la France est un pays de diversité est très largement partagée par tous (86 %) et évolue peu dans le temps, ce qui en fait le meilleur qualificatif pour définir la France dans l'esprit des Français (voir infra).

Cette crise sanitaire et surtout sociale aura également eu un impact sur le regard des Français en ce qui concerne l'égalité. En 2021 déjà, seuls 57 % des sondés considéraient que la France respectait bien notre 2^e valeur républicaine, et ce chiffre est tombé à 43 % en 2022.

Le regard des personnes interrogées sur le pays varie selon l'âge des répondants. Ainsi, les jeunes ont une opinion moins positive sur leur pays, qu'ils jugent notamment peu fraternel. En effet, seulement 45 % des 18-24 ans considèrent la France comme un pays de fraternité alors qu'ils sont 59 % chez les 65 ans et plus. Des résultats qui prennent une résonance particulière quand on fait le lien avec une autre question posée sur le sentiment de solitude, qui touche près de 68 % des 18-24 ans contre 49 % pour les 65 ans et plus.

Au-delà de leur appréciation des valeurs qualifiant la société française, les personnes interrogées affichent également un certain repli dans leurs propres attitudes. Ainsi, les temps incertains que nous traversons impactent notre sens des responsabilités vis-à-vis des autres : aujourd'hui 18 % des Français ne se sentent pas de responsabilités particulières vis-à-vis des personnes en difficulté et pensent qu'il est avant tout important de prendre soin de soi-même, alors que ce chiffre était tombé à 12 % au plus fort de la crise Covid en 2020.

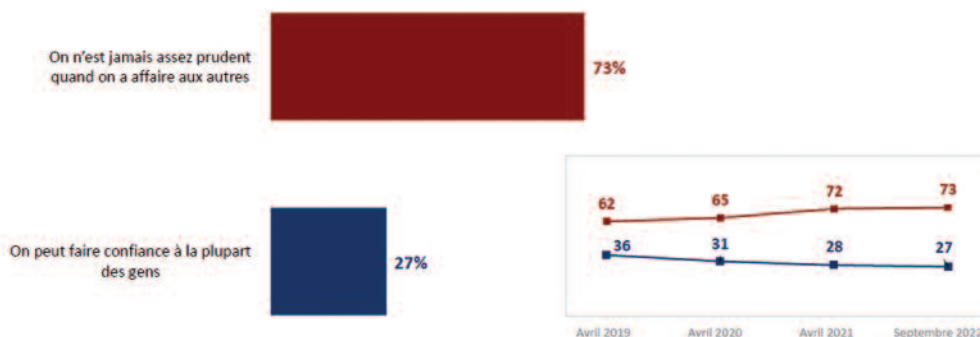
I.2. LA MÉFIANCE CONTINUE DE PROGRESSER

L'édition 2022 confirme le rapport complexe que nous entretenons avec l'altérité. En effet, le contexte environnemental, sécuritaire, économique, social... dans lequel nous nous trouvons n'aide pas à instaurer un climat de confiance propice à l'ouverture aux autres. Pour la quatrième année consécutive la méfiance vis à vis de l'autre ne cesse d'augmenter. Cette méfiance qui concernait 62 % des personnes interrogées en 2019, en concerne aujourd'hui 73 %. À l'inverse, de moins en moins de Français estiment "qu'on peut faire confiance à la plupart des gens" avec seulement 27 % du panel qui le pense aujourd'hui contre 36 % en 2019.

Un autre chiffre met en lumière ce sentiment de méfiance qui grandit, puisque 62 % des Français estiment que les relations entre les habitant(e)s se sont détériorées.

L'attitude d'ouverture ou de méfiance à l'égard des autres

Question : D'une manière générale, diriez-vous que... ?



Cette méfiance, qui n'est parfois que de l'indifférence, se vérifie en ce qui concerne les relations de voisinage. En effet, un tiers des répondants disent ne jamais ou quasiment jamais discuter avec leurs voisins. Tandis que seuls 35 % disent partager des moments de convivialité avec eux (apéritif, barbecue...).

I.3. LA SOLITUDE N'ÉPARGNE PAS LA JEUNESSE

Ce baromètre interroge pour la 1^{ère} année le sentiment de solitude des sondés. Pour 57 % d'entre eux, le sentiment de solitude est au moins présent de temps en temps, voire souvent pour 15 % d'entre eux. Seulement 13 % des sondés ne ressentent jamais la solitude.

Ce sentiment de solitude concerne davantage les habitants de l'agglomération parisienne (64 %) que les habitants des zones rurales (51 %). La densité humaine n'entraîne donc pas une meilleure cohésion entre les habitants. En revanche, le sentiment de solitude semble davantage trouver sa source dans l'expérience malheureuse du rejet par l'autre. Ainsi, 29 % des personnes qui se sentent souvent seules ont vécu un rejet du fait de leur âge, 34 % d'entre elles ont un rejet du fait de leur origine sociale, et 29 % en raison de leur lieu de vie.

II. SUR LE RAPPORT À LA DIVERSITÉ

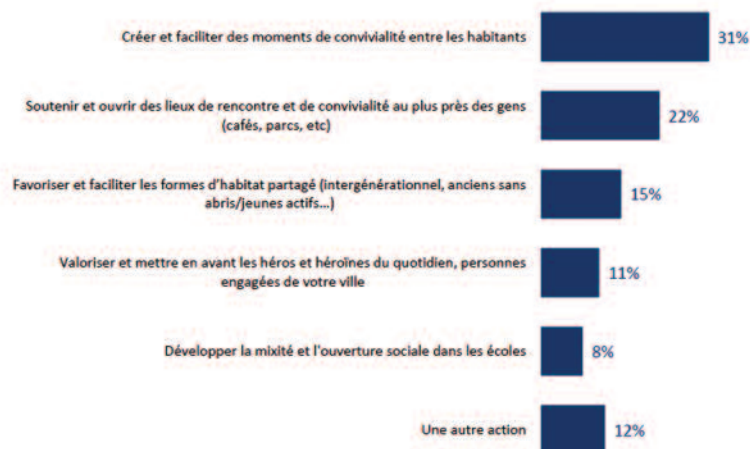
Si, comme on l'a vu plus haut, la diversité semble caractériser la France, il est important de savoir comment elle se définit. Pour les sondés la diversité concerne principalement les différences ethniques et culturelles.

II.1. UNE DIVERSITÉ INTERCULTURELLE GLOBALEMENT BIEN RESSENTIE

Cette diversité qui compose notre société est principalement perçue comme positive : pour 71 % des Français elle est enrichissante pour les individus, elle ouvre notre société au monde (70 %), elle favorise la créativité (66 %), elle est une force pour le pays (61 %). Certes, ces indicateurs régressent très légèrement, mais en revanche les indicateurs négatifs progressent peu, voire régressent eux aussi. Ainsi, 51 % des Français manifestent une inquiétude par rapport aux risques que fait courir la diversité, contre 55 % l'année dernière.

Les actions qui devraient être mises en place en priorité par le maire pour encourager la fraternité au quotidien

Question : Selon-vous, quelle action devrait mettre en place prioritairement votre maire pour encourager la fraternité au quotidien ?



Ces chiffres montrent bien que notre rapport à la diversité demeure ambivalent. De plus, on note des divergences toujours plus marquées entre générations et entre personnes ayant des niveaux de revenus différents.

II.2. LA DIVERSITÉ MIEUX APPRÉCIÉE PAR LES JEUNES

Les 18-35 ans croient davantage que la diversité dans ses différentes composantes est une valeur enrichissante pour l'individu (75 % d'entre eux, contre 65 % chez les plus de 65 ans) ou propice à la créativité (72 % contre 57 % chez les plus de 65 ans). À l'inverse, seuls 34 % des 18-24 ans se disent inquiets quand on évoque la diversité, contre 58 % des 65 ans et plus.

Cela se traduit d'ailleurs par une plus grande facilité de leur part à partager des activités avec des personnes ayant une origine ethnique différente (71 % des 18-24 ans, contre 58 % des 65 ans et plus), une religion différente (72 % contre 58 % des 65 ans et plus) ou encore ayant une orientation sexuelle différente (71 % des 18-24 ans contre 50 % des 65 ans et plus).

II.3. LA TOLÉRANCE, UNE HISTOIRE DE REVENUS ?

Le rapport positif à la diversité, la tolérance, ne concernerait-il principalement que la catégorie aisée de la population ? Les chiffres de cette édition 2022 nous amènent à nous interroger sur ce point : En effet, si 64 % de la catégorie aisée (plus de 2 500 €/mois) considèrent la France comme un pays de fraternité, seulement 1 Français sur 2 ayant un revenu en dessous de 900 €/mois a cette même opinion. De même, la diversité paraît enrichissante pour 81 % des plus aisés, et pour seulement 63 % des plus pauvres. Enfin la diversité est source d'inquiétude pour 46 % des plus aisés, alors qu'elle inquiète 56 % des ménages plus pauvres.

Cette vision portée sur la société semble résulter tout à la fois du niveau de revenus et des contraintes sociales qui en découlent, mais aussi du niveau de formation. Ce que semblent confirmer les résultats à la question sur la méfiance envers l'autre, qui là encore touche davantage les plus pauvres (pour 81 % d'entre eux "on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres", alors que ce chiffre descend à 58 % pour les plus aisés).

III. SUR LES PROMESSES D'AVENIR

Les résultats de cette enquête renforcent donc la nécessité d'une grande vigilance sur l'entretien du vivre-ensemble. Et cela est d'autant plus souhaitable, qu'il est possible d'agir efficacement en la matière. En effet, nos concitoyens sont demandeurs de progrès sur le lien social. Et les élus locaux, les mieux placés pour agir sur la fraternité, sont également disponibles pour aller de l'avant.

III.1. LA VOLONTÉ DE MIEUX VIVRE ENSEMBLE

Paradoxalement, l'envie d'agir ou d'échanger avec des personnes différentes a progressé depuis 2019. À l'époque, 70 % des personnes sondées exprimaient ce désir, et en 2022 ce sont 79 % du panel qui souhaitent une évolution dans ce sens. Ainsi, à la question sur ce que chacun serait prêt à faire pour aider ses voisins, on retrouve une adhésion majoritaire pour quasiment l'ensemble des items proposés.

La peur et la méfiance n'empêchent donc pas les Français d'aspirer à plus de lien social et de rencontres fraternelles. D'ailleurs lorsqu'on interroge le panel sur ce qui les empêche d'agir avec des personnes différentes, ce n'est pas la peur qui arrive en tête de liste, qui ne concerne que 7 % du panel. Le trio gagnant est le manque d'occasions (45 % du panel), le manque de temps (30 % du panel), l'absence de structures ou de lieux qui provoquent ces moments de rencontres (20 % du panel).

Enfin, un dernier chiffre nous permet d'être optimistes sur notre capacité à comprendre l'autre. En effet, en cas de désaccord, 68 % des personnes interrogées chercheront avant tout à questionner leur interlocuteur pour essayer de comprendre son point de vue, résultat qui a augmenté de 2 points depuis l'année dernière. Ce résultat est d'autant plus notable qu'il marque une différence profonde avec l'évolution du débat politique en France, plus porté sur la confrontation que sur le dialogue.

III.2. UNE FRATERNITÉ QUI SE TISSE D'ABORD À L'ÉCHELLE LOCALE

L'ensemble de ces résultats me en lumière les contradictions entre les aspirations et les actions. C'est pourquoi la reconnaissance du rôle primordial du maire est importante. En effet, 60 % des personnes interrogées dans ce sondage pensent que le maire agit suffisamment pour encourager la fraternité, le lien social et le vivre-ensemble au quotidien dans sa commune. Ce chiffre permet de mettre en lumière le fait que la construction de la fraternité dans notre pays se joue au niveau local, que ce soit dans les métropoles, les petites villes ou en milieu rural.

Ce constat se vérifie lorsqu'on interroge nos concitoyens sur les lieux dans lesquels ils interagissent avec d'autres habitants. Ce sont pour 38 % des personnes interrogées ces lieux sont principalement les commerces de proximité, les cafés et les marchés. Ce chiffre est intéressant à relire à la lumière des polémiques actuelles autour du phénomène du e-commerce et des "dark stores" qui envahissent les territoires et menacent le commerce de proximité.

Enfin, ce qui ressort particulièrement dans cette enquête, ce sont les propositions sur la reconstruction du lien social émanant des personnes interrogées elles-mêmes. Pour 31 % d'entre elles, il faudrait créer et faciliter des occasions de convivialité entre les habitants, comme les journées citoyennes ou les repas de quartier par exemple. Pour 22 % du panel, il faudrait soutenir et ouvrir plus de lieux de rencontre au plus près des gens. Il est intéressant de souligner ici la manière dont les Français perçoivent d'abord la fraternité sous l'angle de la convivialité. Enfin, il faut noter la diversité des réponses aux autres propositions, qui montre l'intérêt croissant de la population pour des formules volontaristes de reconstruction des liens sociaux.

Cette aspiration de nos concitoyens à renforcer les conditions d'un meilleur vivre-ensemble est essentielle. Mais une simple aspiration n'est pas suffisante pour rétablir concrètement des liens d'écoute et d'entraide entre les habitants. C'est pourquoi il est grand temps de recueillir, comme le Labo de la Fraternité et ses partenaires s'y attachent, toutes les expériences créant et valorisant les liens entre générations (comme Kawa, la Fabrique du Nous, ou Outil en mains), entre cultures, entre voisins etc. Et c'est dans cette direction que les maires semblent de plus en plus nombreux à s'engager. C'est d'ailleurs tout l'enjeu de la Journée nationale de la Citoyenneté et de la Fraternité.